

Je signe pour l'abrogation ! Une bonne retraite est possible

Nous avons été des millions de Françaises et de Français à nous mobiliser en 2023 contre une réforme des retraites profondément injuste qui reculait l'âge de départ à 64 ans, allongeait la durée de cotisation et pénalisait d'abord les femmes, les carrières longues et les travailleurs exerçant un métier pénible.



**Pour la retraite...
Pas pour le travail
À perpét'**

Il aura donc fallu une censure du Gouvernement Barnier - une première depuis 1962 ! - pour que le nouveau Premier ministre François Bayrou, sous la pression des forces de gauche, d'une Assemblée nationale majoritairement hostile à cette réforme, et des forces syndicales annonce son souhait de remettre « en chantier » la question des retraites imposée par Emmanuel Macron et Elisabeth Borne qui avait refusé de respecter l'expression démocratique de l'Assemblée nationale en faisant usage du 49-3.

Un nouveau temps de débat s'ouvre. Ne laissons pas les organisations syndicales en tête à tête avec le MEDEF !

Alors que nous disposons d'une majorité dans le pays, nous appelons le Premier Ministre à abroger la réforme Borne des retraites et à permettre un débat et un vote sans 49-3 au Parlement sur un nouveau projet de loi basé sur les propositions pour améliorer notre système de retraites par répartition.

Pour abroger la réforme des retraites, je signe la pétition.

Pour les communistes, une réforme pour une bonne retraite est nécessaire. Nous proposons de rétablir la retraite à 60 ans à taux plein avec une pension à 75% du revenu net d'activité. C'est possible à condition de :

- Développer l'emploi, donc la base de création de richesses, et l'assiette de la cotisation en créant une surcotisation pour les entreprises qui taillent dans l'emploi, la formation, la masse salariale et n'appliquent pas l'égalité professionnelle.

- Mettre immédiatement à contribution des revenus financiers des entreprises et des banques (522 milliards d'euros selon l'INSEE), aujourd'hui exonérés de cotisations, rapporterait plus de 50 milliards d'euros par une cotisation au taux de 10%. ■



POUR L'ABROGATION
Signez la pétition

www.pcf.fr/petition_retraite



Votre hebdomadaire n'est pas paru la semaine dernière suite à un souci de santé. Nous nous excusons pour le désagrément. ■

La Rédaction

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2493 – Jeudi 6 février 2025

A VOS AGENDAS...

Deux projections de films sont organisées au siège de la Fédération des Landes du PCF, 7 rue Frédéric Bastiat à Mont-de-Marsan :

- **Jeudi 13 février à 18 h 30, « La Sociale »**

Projection suivie d'un débat avec un responsable syndical.

- **Vendredi 28 février à 18 h 30, « Le congrès de Tours ».**

Projection suivie d'un débat avec un historien.

Mardi Gras 4 mars 2025, traditionnelle croupionnade de la section d'Amou à 19 h 30, Hall des Sports de Castelnau-Chalosse

Menu : tourrin, omelette aux lardons, croupions de canard sur le grill, salade, beignets, vin, café - Prix 14€
S'inscrire auprès de Christian Lasserre au 05.58.89.36.02 ou 06.08.03.17.29 avant le samedi 1er mars. ■

Vœux des sections PCF



Le dimanche 26 janvier à Tarnos, dans les nouveaux locaux de la section, se sont déroulés les vœux de la section PCF du Seignanx. En plus d'un moment de fraternité et de convivialité, le programme d'action de la nouvelle année a été annoncé : formation et mobilisations. Pour la justice sociale et fiscale, la paix dans le monde, l'environnement, les services publics, la réindustrialisation...

Du « pain sur la planche » pour 2025 !

Le jeudi 30 janvier, ce sont les communistes de la section de Mont-de-Marsan qui invitaient à leurs premiers vœux. Une quarantaine de personnes y ont participé dont des responsables associatifs et syndicaux (CGT, FSU...), des responsables politiques écologistes, ainsi que deux conseillers départementaux. ■

Donald Trump et le nécessaire sursaut à gauche

Il faut prendre la mesure de ce que représente l'investiture de Donald Trump, du projet que le 47^e président des États-Unis et des forces sociales qui le soutiennent.

On aurait bien tort de le sous-estimer ou de ne pas le prendre au sérieux.

Il s'agit de la traduction politique de la réaction d'une partie des classes dirigeantes étatsuniennes, et de leurs alliés ou vassaux, à la nouvelle phase de la mondialisation capitaliste, fragmentée, et à la contestation de la domination impérialiste de Washington. Nous ne sommes plus dans la phase néolibérale et néoconservatrice de la mondialisation d'il y a vingt ans. L'impérialisme américain est contraint de repenser ses modalités de domination.

Les ressorts de cette traduction politique sont inédits : le capitalisme numérique, celui de la spéculation et des hedge funds, c'est-à-dire une autre fraction que celle qui a porté la mondialisation néolibérale, prend directement le pouvoir en s'appuyant sur un projet précis. La composition du gouvernement Trump est parlante. Au-delà d'Elon Musk, on peut citer le nouvel ambassadeur en France, Charles Kushner, magnat de la spéculation immobilière, ou encore le nouveau secrétaire au commerce, Howard Lutnick, président d'une importante société d'investissement. Cette fraction des classes dirigeantes cherche à prendre le leadership sur cette nouvelle phase de la mondialisation capitaliste.

Le projet porté par ces forces repose, en résumé, sur trois piliers :

- Un projet libertarien de phagocytage de l'État à leur profit direct.
- Un projet « post démocratique » et autoritaire par la manipulation de l'information et le contrôle des technologies numériques et d'intelligence artificielle.
- La liquidation de concurrents, surtout quand ceux-ci sont déjà affaiblis. Le projet trumpiste a pour ambition de faire capituler les velléités d'autonomie du projet capitaliste européen, y compris par le biais d'une entente avec un pays périphérique (du point de vue du capitalisme mondial) comme la Russie. La question des droits de douane concourt à cet objectif. On peut relever que les bourgeoisies européennes, faute de projet unifiant, et engoncées dans une relation de dépendance aux États-Unis, sont totalement incapables d'y répondre. L'Union européenne, en tant que construction capitaliste tétanisée, est ici face à une crise absolument majeure. Les injonctions à l'augmentation des dépenses militaires visent à les faire aller à Canossa. L'extrême droite européenne accélère le mouvement : l'accord conclu par Giorgia Meloni au bénéfice de Starlink et au détriment d'un projet européen en est une illustration. Trump va également utiliser l'arme du gaz de schiste américain. Il ne s'agit nullement d'un départ des Américains de l'Europe mais d'une soumission accrue et absolue.

De ce contour d'une recomposition du capitalisme mondial découle celle de l'impérialisme étatsunien



trumpiste. Celui repose sur deux piliers :

- Le contrôle total des réseaux commerciaux nord-américains, par la résurrection de prétentions anciennes sur le Canada et le Groenland, clés du contrôle de la route du Nord-Ouest d'une part, et sur le canal de Panama d'autre part.

- Le fait de se délester d'une partie du fardeau, sans perdre le contrôle sur certaines régions, par le biais d'un accord global avec

des partenaires régionaux qui y trouvent également leur intérêt. La trêve à Gaza est un soulagement. Elle est fragile et son avenir bien incertain, surtout après la première phase des 42 jours. Elle révèle également une conjonction d'intérêts entre les États-Unis, l'Égypte et l'Arabie saoudite, que le gouvernement israélien d'extrême droite a été contraint de prendre en compte. Une répétition stricto sensu des accords d'Abraham, qui piétinaient le peuple palestinien, est peu probable, tant le règlement politique de la question palestinienne apparaît désormais nécessaire même à ceux qui ont cherché à l'enterrer. Les dangers n'en sont pas moins grands pour la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux. Un ersatz d'État palestinien ou un condominium de forces palestiniennes sous le patronage de puissances régionales ne répondrait en rien aux exigences de la lutte de la libération nationale palestinienne portée historiquement par l'OLP, c'est-à-dire à l'établissement d'un État de Palestine unifié, pleinement indépendant, souverain et démocratique sur la totalité du territoire palestinien de la Cisjordanie, de Jérusalem Est et de Gaza, aux côtés de l'État d'Israël. Les négociations sur l'avenir politique de Gaza, qui ne font pas partie de l'accord de cessez-le-feu, sont absolument cruciales car elles vont servir de laboratoire. Le soutien et la solidarité sans faille que les communistes apportent aux exigences politiques de l'OLP sont plus importants que jamais car la Palestine est à un tournant de son histoire. Les mois qui viennent sont cruciaux.

Ce projet trumpiste prépare une confrontation avec la Chine. Les « justifications » apportées aux revendications impérialistes sur le canal de Panama sont une première étape. Cela ne sera pas simple pour l'administration Trump car une partie des forces qui le soutiennent est soucieuse de maintenir leurs intérêts d'affaires.

Alors que le projet des classes dirigeantes européennes qui se reflète dans les traités européens s'effondre, et qu'une extrême droite structurellement liée au capitalisme trumpiste cherche à prendre la main sur l'UE, les tâches de la gauche en Europe sont cruciales et historiques.

Il est urgent que les forces communistes et progressistes en Europe travaillent ensemble pour non seulement en prendre la mesure, mais aussi pour construire une alternative de paix et de progrès en Europe. Des initiatives comme le forum européen des forces de gauche, recentré et renouvelé sur ces priorités politiques, avec davantage d'efficacité politique, avec les forces du mouvement social, peuvent servir pour initier une telle démarche.■

De la transparence... Et rien que de la transparence !

Dans un tract, les communistes montois et de Mont-de-Marsan Agglomération s'adressent aux montois et montoises afin de les informer sur la situation financière alarmante de la ville de Mont-de-Marsan et de son agglomération.

Depuis plusieurs années, et cela vient de nous être confirmé par le rapport de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), la non-transparence, la non-information sur la réelle situation financière de la ville de Mont-de-Marsan et de l'agglomération, posent beaucoup d'interrogations.

Pourquoi vouloir ainsi cacher la situation financière ?

Après avoir enfin pu prendre connaissance des analyses qui font apparaître une situation problématique financière de nos collectivités, nous trouvons la confirmation et justesse des remarques et analyses formulées par les élus de gauche.

À savoir :

- **des recettes qui ne permettent plus de faire face aux dépenses engagées au travers de différents projets,**
- **des investissements trop lourds et trop rapides au regard de nos capacités financières,**
- **des erreurs de gestion, proportionnelles au bon fonctionnement de la ville, de l'agglomération et des services y afférant,**
- **des investissements, pas toujours en adéquation des urgences auxquelles les collectivités, particulièrement environnementales, doivent faire face (au lieu de végétaliser, préférence a été faite à la minéralisation des rues et places),**
- **des choix hasardeux de gestion comme pour les dossiers du cinéma (1,5 millions d'euros), des halles et des Nouvelles Galeries qui non seulement ont coûté et qui pour l'heure reste à l'abandon.**

Tout cela parce que le choix de la majorité a été d'en

perdre la maîtrise publique.

Ce sont des choix faits depuis 2008 qui mettent aujourd'hui ces deux collectivités en difficulté.

Les transferts de compétences non obligatoires mais voulus par toutes les majorités qui se sont succédées que ce soit avec Mme Darrieussecq et/ou M. Dayot, n'ont fait qu'accroître et le manque de transparence de gestion, et les difficultés financières.

Le désengagement financier de l'État par la baisse des dotations, accompagné avec la non compensation intégrale de la perte de la taxe d'habitation, n'ont fait qu'accélérer cette descente dans les abîmes financiers. Comparé à d'autres collectivités de la même strate, nous apparaissions comme un objet non maîtrisé financièrement :

- ♦ Exercices 2021-2022-2023 : produit réel de fonctionnement en hausse de 10,3% pendant que les charges réelles de fonctionnement ont augmenté de 20,5%.

Une autre particularité, alors que dans les autres EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale), communautés d'agglomérations ou autres, les villes reçoivent de celles-ci en moyenne 239 euros par habitant. Ici à Mont-de-Marsan, c'est la commune qui verse 139 euros par habitant à l'agglomération.

Sans doute, un bienfait du transfert de la compétence scolaire... comprenez qui pourra !

Et puisque le maire-président de Mont-de-Marsan est un banquier de métier, les charges financières (taux bancaires) sont de 3,81% pour Mont-de-Marsan, alors que pour les communes de même strate, elles sont de 1,9%...

Là-aussi, comprenez qui pourra !

Les ratios comparés font apparaître que les communes de la même strate sont à 0,58 année alors que la ville de Mont-de-Marsan est à 1,25 années, soit 3 fois plus.

À noter aussi la capacité de désendettement qui est à hauteur de 19,08 années, alors que le seuil d'alerte établi par la Chambre Régionale des Comptes (CRC) est de 12 ans...

(Ce ratio exprime le nombre d'années théoriques qu'il faudrait pour que la commune rembourse l'intégralité de sa dette si

Quelques chiffres pour comprendre la situation :

Capacité d'autofinancement : Mont-de-Marsan

28 euros par habitant

Commune de même strate

210 euros par habitant

(La capacité d'autofinancement, également appelée épargne, est un concept financier utilisé pour évaluer la capacité d'une collectivité locale à financer ses propres besoins, tels que les investissements et le remboursement de dettes, à partir de ses ressources internes).

Fonds de roulement :

Mont-de-Marsan

78 euros par habitant soit 34 jours

Commune de même strate

267 euros par habitant soit 70 jours

(Le fonds de roulement correspond à l'excédent des ressources stables sur les emplois stables du bilan. Il vise à compenser les décalages entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses).

En 2023, les emprunts « SYDEC » ont explosé de 506,5 %.

Avec en plus, des appels à emprunt :

- 2022, emprunt de 4.500.000 euros.

- 2023, emprunt de 3.000.000 euros.

Le rapport stipule « que sans ces emprunts, la commune ne disposait pas de trésorerie suffisante pour payer les salaires et charges en fin d'année ».

elle y consacrait la totalité de son autofinancement disponible. Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales).

Avec ces quelques chiffres et comparatifs, la DGFIP écrit :

- « Depuis les deux derniers exercices... la commune n'est plus en mesure de faire face à ses dettes et ne peut plus autofinancer ses investissements ».
- « Il faut également que la commune mandate régulièrement ses dépenses », y compris vis-à-vis de l'agglomération.
- « Il faut peut-être s'interroger sur la confusion générée par la mutualisation des services financiers entre la commune et l'agglomération ».
- « Il faut également s'interroger sur les grands programmes d'investissements ».

Cette situation alarmante si elle a été cachée à une majorité d'élus, est bien la conséquence des gestions cumulées de Mme Darrieussecq et M. Dayot.

Ils ont une responsabilité commune.

Voilà pourquoi les taux d'imposition de la commune et de l'agglomération ont augmenté de 100% en 2024.

Et puis, comme rien n'arrive par « enchantement », cela s'accompagne de décisions prises par les différents gouvernements qui se sont succédés ces dernières années (gouvernements dont a fait partie Mme la ministre Darrieussecq) avec les baisses de dotations, les compensations financières non assumées et les cadeaux fiscaux aux plus riches.

Nous demandons transparence et honnêteté.

La gestion des deniers publics :

- demande une autre attention que celle qui prévaut depuis quelques années
- demande autre chose que les querelles de personnes comme cela se produit depuis quelques mois au sein de la majorité
- demande plus de sérieux de réflexion dans les choix proposés
- demande un changement de cap pour des décisions politiques sans que l'avenir de nos collectivités soient sans cesse menacé de mise sous tutelle.

Avec les élus de gauche, comme nous le faisons depuis 2008, nous agirons, proposerons, interviendrons pour que les intérêts des femmes et des hommes de Mont-de-Marsan et de l'agglomération soient préservés.■



Henri Bedat et Sylvie Péducasse, conseillers départementaux du canton Dax 1, ont présenté leurs vœux à Saint-Paul-lès-Dax ce mardi 21 janvier 2025. Devant 130 personnes élus, représentants associatifs, partenaires institutionnels et militants, le binôme de la majorité départementale a mis en avant les dispositifs déployés depuis le début du mandat et envisagé les perspectives pour l'année 2025.■

Gnacs et Chacailles

TRONÇONNEUSES DU CAPITAL

«Faudra-t-il un Donald Trump, un Elon Musk ou un Javier Milei en France pour arrêter ce délire ?» Le «délire» en question, ce serait «les normes et la fiscalité des entreprises». Ces propos tenus sur un réseau social sont ceux de M. Pierre Gattaz, ancien président du Medef, avec le député d'extrême droite Jean-Philippe Tanguy fustigeant normes et fiscalité. Des patrons de grandes entreprises – Luc Remond (EDF), Xavier Niel (Iliad) et Jean-Laurent Bonnafé (BNP Paribas) – portent la même charge sur les mêmes thèmes, rejoints rapidement par Patrick Pouyanné (Total). La nature nouvelle de cette mobilisation du grand patronat doit nous interpeller et nous inquiéter. Elle s'inscrit dans un mouvement plus large de mutations du capitalisme mondialisé et financiarisé. Elle est la manifestation du dépit de ces gestionnaires directs du capital privés de la loi dite «Pacte 2» visant à détruire une multitude de normes sociales, environnementales ou de règlements d'urbanisme. C'est la même orientation qui a conduit les syndicats agricoles de droite à détourner la colère paysanne de la revendication de «prix planchers à la production» pour aller porter au cœur des villes des mots d'ordre contre «les normes». Ces syndicats ont organisé des commandos qui se sont attaqués à l'Institut national de la recherche agronomique et environnementale (Inrae) et à l'Office français de la biodiversité (OFB), aux locaux départementaux de la Mutualité sociale agricole (MSA), leur sécurité sociale, et aux parlementaires qui ont fait chuter le gouvernement Barnier. On peut discuter et critiquer les excès de paperasserie et de bureaucratie. On peut simplifier la vie sans aggraver les précarités et les insécurités et sans sacrifier la vie sur la planète. Mais ces diatribes contre les «normes» ont un autre objectif : Garantir une totale liberté au capital – contre le travail et la nature. Ces nouvelles attaques de la haute bourgeoisie visent l'État social, le Code du travail, la Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, la protection des consommateurs et des biens collectifs, les services publics, le droit à la santé, à l'éducation et à la culture, contre l'ensemble des préconisations de toutes les COP Climat et Biodiversité. Les seules «normes» que promeut le capitalisme financiarisé et mondialisé sont celles de la concurrence libre qui écrase partout les travailleuses et travailleurs tout en saccageant tout le vivant. Il est illusoire d'attendre du président de la République et de ses affidés le moindre geste qui conduise à l'abrogation de la contre-réforme des retraites, voire même à une atténuation de ses effets. Leur seule question, aujourd'hui, est d'aller plus loin en développant la capitalisation. Le rejet majoritaire de la loi des 64 ans doit par conséquent se transformer – en osmose avec les comités du nouveau front populaire – en un mouvement majoritaire qui deviendrait, dans la période, irrésistible. Après la censure parlementaire, la censure populaire devient possible. C'est indispensable face aux vents mauvais qui se transforment en cyclone contre toute régulation. Il est donc urgent de sonner l'alarme et d'organiser la contre-offensive sociale, politique et idéologique. Les milieux d'affaires et la presse qui les soutient vantent les odieux mérites de Milei, président argentin, qui se targue d'utiliser une tronçonneuse pour réduire les dépenses sociales et les services publics. Aux U.S.A, Trump confie à Elon Musk le soin de mettre à bas la «bureaucratie fédérale et toutes les agences de régulation». Ils ne sont pas isolés et chez nous Ciotti prépare une «grande loi tronçonneuse». Au libéralisme de la tronçonneuse contre nos services publics et l'État social, il est devenu urgent d'opposer les intérêts communs, du latin communis – commun universel-ou processus communiste, dont les travailleuses et travailleurs doivent être les maîtres de bout en bout. Qu'es l'alternativa (C'est l'alternative).■

Roger La Mougne